

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
43, rue du Docteur Duroselle
16000 Angoulême

Angoulême, le 7 avril 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18 mars 2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MOTEURS LEROY SOMER

BLD MARCELLIN LEROY
16000 Angoulême

Références : 2026_496_UbD16-86_Env
Code AIOT : 0007201390

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18 mars 2026 dans l'établissement MOTEURS LEROY SOMER implanté 19 rue de la Brigade Rac, 16000 Angoulême. L'inspection a été annoncée le 27/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite d'inspection fait suite à celle effectuée en septembre 2025. Il a été de nouveau relevé qu'aucun des travaux de dépollution n'a été initié par l'exploitant, plus de deux années après que le préfet ait acté par arrêté du 21/04/2023 lesdits travaux et les mesures associées de protection des intérêts environnementaux (visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement), ainsi que le calendrier de réalisation.

Ces travaux ont fait l'objet d'une étude de faisabilité remise en juillet 2025 et devaient donc être lancés sans attendre.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MOTEURS LEROY SOMER
- 19 rue de la Brigade Rac 16000 Angoulême
- Code AIOT : 0007201390
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société LEROY-SOMER a exploité depuis les années 60 l'usine de RABION où les activités exercées étaient principalement de l'usinage et de l'assemblage de réducteurs et de moteurs-freins auxquelles. Le site est composé d'un bâtiment Nord, d'un bâtiment Sud et d'un bâtiment Sud2 et d'une zone de stockage au sud-est.

Les activités de l'usine ont été mises à l'arrêt définitif en mars 2022. Seule subsiste l'application de peintures dans le bâtiment Sud2.

Sur le plan ICPE, un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter a été pris le 12 janvier 1995, complété par des dispositions additionnelles du 15 décembre 2009 et du 23 juillet 2018.

Dans le cadre de la cessation des activités ICPE, un plan de gestion du site a été établi par GINGER BURGEAP en septembre 2022.

C'est sur cette base, que des mesures de gestion de pollution de sol et des eaux souterraines ont été définies par l'arrêté préfectoral du 21/04/2023.

Thèmes de l'inspection :

- dépollution du site suite à l'arrêt d'activité
- AN26 Libération foncier SSP

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Cessation partielle d'activité - mesures de gestion	AP Complémentaire du 21/04/2023, article 2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
2	Cessation partielle - Suivi des eaux souterraines	AP Complémentaire du 21/04/2023, article 5	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les pollutions de sols et des eaux souterraines par des hydrocarbures, identifiées dans le cadre des études menées pour la cessation partielle d'activités sur la partie Nord du site de Rabion, n'ont pas été traitées par l'exploitant, plus de 2 années après les échéances fixées par l'arrêté préfectoral du 21/04/2023.

Cette situation a déjà été mise en évidence lors de la précédente inspection en septembre 2025 et une réaction rapide de l'exploitant avait été demandée pour y remédier en initiant les travaux de remédiation attendus. Elle nécessite, aujourd'hui, une prise de conscience forte de la part de l'exploitant afin que le processus visant à débiter les travaux de dépollution, soit engagé sous 1 mois (cf. délai mentionné aux points de contrôle 1 et 2).

Également, il a été mis en évidence un défaut dans le suivi des eaux souterraines, prescrit par ce même arrêté dans le but de suivre l'impact des pollutions dans ce milieu.

Un délai supplémentaire d'un mois est laissé à l'exploitant pour mettre en place les actions concrètes justifiant de l'engagement du processus des travaux de traitement et de la réalisation d'un suivi conforme des eaux souterraines.

A défaut de recevoir de réponse satisfaisante dans ce délai, une proposition de mise en demeure sera adressée au préfet en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation partielle d'activité - mesures de gestion

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/04/2023, article 2				
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines				
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 12/09/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 3 mois				
Prescription contrôlée : <p>ARTICLE 2 - Mise en œuvre de mesures de gestion</p> <p>Les mesures de gestion mises en place pour permettre un usage industriel du site sont, par référence au plan de gestion du 8 septembre 2022 susvisé, les suivantes :</p> <p><u>Milieu sols</u> : excavation des sols souillés par des hydrocarbures et élimination en filière autorisée, au droit de la cuve d'huile soluble enterrée (sud du bâtiment Sud) (sondage RT21).</p> <p>Les terres polluées sont entreposées sur sol imperméable et protégées des intempéries. Elles sont ensuite évacuées par et à destination de sociétés dûment autorisées conformément à la réglementation en vigueur.</p> <p>Avant remblaiement des zones excavées, ces dernières font l'objet d'un contrôle des teneurs résiduelles des flancs et fond de fouilles afin de valider l'atteinte des objectifs de réhabilitation. Après validation de l'atteinte des objectifs de réhabilitation, les excavations pourront être remblayées.</p> <p>Les objectifs de réhabilitation sont les suivants :</p> <table border="1"><thead><tr><th>Paramètres</th><th>Objectifs de réhabilitation</th></tr></thead><tbody><tr><td>HCT (C10-C40)</td><td>1700 mg/kg de MS</td></tr></tbody></table> <p><u>Milieu eaux souterraines</u> : récupération de la phase hydrocarbonée libre par écrémage au droit de Pz3.</p> <p>Les dispositifs d'écramage et de stockage des déchets et/ou des hydrocarbures sont positionnés à proximité immédiate de l'ouvrage Pz3. Les eaux polluées ainsi récupérées sont évacuées par et à destination de sociétés dûment autorisées conformément à la réglementation en vigueur.</p> <p>Sur demande dûment justifiée de l'exploitant et après validation par l'inspection des installations classées, les opérations d'écramage pourront être arrêtées si le bilan coût/avantage le justifie.</p> <p>Les eaux souterraines font l'objet d'une surveillance durant les travaux conformément à l'article 5 du présent arrêté.</p>	Paramètres	Objectifs de réhabilitation	HCT (C10-C40)	1700 mg/kg de MS
Paramètres	Objectifs de réhabilitation			
HCT (C10-C40)	1700 mg/kg de MS			
Constats : <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que la validation des devis relatifs aux travaux de dépollution devrait intervenir dans un délai très proche.</p> <p>Ces travaux porteront principalement sur l'écramage d'une phase chargée en hydrocarbures dans</p>				

les eaux souterraines au droit de l'ouvrage Pz3, ainsi que sur l'excavation et le retrait des terres impactées aux hydrocarbures au droit de la citerne enterrée.

Les sociétés retenues pour la réalisation de ces opérations sont ERM, en charge du suivi et de l'encadrement des travaux et ORTEC, qui interviendra pour la mise en œuvre des opérations de dépollution.

Le démarrage des travaux est envisagé dès validation des devis.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant informe l'inspection des installations classées :

- de la signature du devis pour l'exécution des travaux de dépollution prescrits par l'arrêté préfectoral,
- de la date prévue de démarrage des travaux de dépollution tant pour les excavations de terres souillées que pour les opérations d'écumage du surnageant d'hydrocarbures (HCT) dans les eaux souterraines,
- des conditions d'entreposage et de gestion des déchets générés (certains contenant des HCT récupérés) lors de la phase de travaux et des mesures prises pour garantir l'absence de risque de pollution du milieu susceptible d'être généré lors des travaux, dans le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral.

L'inspection des installations classées tient à rappeler que l'arrêté préfectoral de cessation partielle d'activité qui prescrit les travaux de dépollution, a été établi en avril 2023.

Les délais associés à ces prescriptions pour réaliser ces travaux sont aujourd'hui largement dépassés, de même que ceux fixés à l'issue de la visite d'inspection de septembre 2025.

Dans ce contexte, en l'absence de réponse aux demandes ci-dessus dans le délai d'un mois fixé et d'information de l'exploitant justifiant d'avancées concrètes de la mise en œuvre des travaux de dépollution, l'inspection des installations classées se verra dans l'obligation de proposer au préfet, par application de l'article L.171-8 du code de l'environnement, une mise en demeure de se conformer auxdites prescriptions dans un délai très court et contraint au vu des enjeux sanitaires que présente la situation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Cessation partielle - Suivi des eaux souterraines

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/04/2023, article 5

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/09/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 3 mois

Prescription contrôlée :

ARTICLE 5 - SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

Les eaux souterraines font l'objet d'une surveillance trimestrielle dans le cadre des travaux de traitement de la lentille d'hydrocarbures en phase libre.

Elle concerne les ouvrages Pz3, Pz8 à Pz10, Pz6 (F) et Pz21 (F) et comporte au moins une campagne post-travaux dans les six mois suivant l'arrêt du traitement. Les analyses portent sur les hydrocarbures HCT (C10-C40), HAP et BTEX.

À l'échelle du site, les eaux souterraines feront également l'objet d'une surveillance semestrielle hautes eaux / basses eaux pendant au moins 4 ans, au droit des ouvrages Pz2 (amont), Pz4 à Pz7, Pz11, Pz17(aval hors site) et Pz23. Les analyses porteront sur les hydrocarbures HCT C10-C40, HAP, BTEX, 8 métaux et COHV (localisation des piézomètres en annexe).

Constats :

Dans le cadre de la surveillance des eaux souterraines, les prélèvements et les analyses sont assurés par la société Burgeap sur le site de Rabion.

Les premières mesures de cette surveillance ont été réalisées en décembre 2025 ; la saisie dans Gidaf des résultats d'analyses est effective.

L'inspection constate que les résultats des campagnes de surveillance à fréquence semestrielle (hautes eaux / basses eaux) et trimestrielle, prescrites par l'arrêté préfectoral de 2023 n'ont pu être remis en séance par l'exploitant.

Cette situation constitue une non-conformité vis à vis de l'arrêté préfectoral, qu'il convient de corriger sans attendre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées :

- les résultats de chaque campagne de surveillance des eaux souterraines en application de l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 21/04/2023, que ce soit celle prescrite à fréquence trimestrielle et celle à fréquence semestrielle :
 - résultats des analyses
 - synthèse commentée des résultats depuis la 1^{ère} campagne (point zéro).

Comme pour le point de contrôle précédent, s'agissant du non respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 21/04/2023, en l'absence des informations demandées dans le délai d'un mois, l'inspection des installations classées se verra dans l'obligation de proposer au préfet, par application de l'article L.171-8 du code de l'environnement, de mettre en demeure l'exploitant de se conformer auxdites prescriptions dans un délai très court et contraint au vu des enjeux sanitaires que présente la situation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois